

Entre 1973 et 1982, les pays arabes ont, sous forme d'aide, de prêts et de dons, accordé environ 5 milliards de dollars US aux pays africains. Derrière cette coopération se jouent des intérêts économiques et sociaux d'une part, politiques et culturels d'autre part. Aujourd'hui, pour ces intérêts inavoués, on assiste dans de nombreux pays à la percée de l'islam.

Combien sont-ils aujourd'hui les hommes politiques africains qui ont opté pour l'islam? Bien souvent d'ailleurs ils étaient chrétiens. Le plus célèbre d'entre eux, Sékou Touré, de Guinée, est décédé récemment. Lui qui, avant d'entrer dans le cercle des pays islamiques était connu pour ses critiques à l'endroit des royaumes du Golfe arabe. Il n'hésitait pas dans un pays peuplé à 80 p. cent de musulmans à déclarer qu'il ne croyait qu'en sa révolution. Une enveloppe financière est venue un bon matin d'Arabie Saoudite pour changer les idées de ce leader. Il commença ainsi à islamiser son pays. Fermant les brasseries, les boîtes de nuit et allant même jusqu'à mettre des bâtons dans les roues de l'Église catholique. Dans ses visites à l'extérieur du pays, il se faisait le messager de l'islam. Sa politique fut payante. Jusqu'à sa mort, son pays était le premier au sud du Sahara à bénéficier de la manne des pétrodollars.

Arme de pouvoir

Ahmed Sékou Touré savait mieux que quiconque se servir de l'islam pour contrôler son pouvoir. Son économie, ces dernières années, n'a tenu que grâce à l'aide des pétrodollars. Contesté chez lui, il a pu contenir ses adversaires, en jouant la carte islamique. Il est allé de nombreuses fois effectuer son pèlerinage à la Mecque. À chaque fois, il amenait avec lui de nombreux chefs religieux, qui, à leur retour, lui restaient fidèles. Plus tard, il donnera à ces hommes de Dieu des pouvoirs de décision. Et dans ce pays fortement islamisé, la population s'est ainsi soumise à la volonté que lui dictaient Sékou Touré et les chefs religieux. Tout discours, toute manifestation, toute cérémonie commençait et se terminait par un serment sur le saint Coran.

Seulement, de nombreuses personnes étaient convaincues que le maître des lieux ne cherchait qu'à asseoir son pouvoir. Le champagne se buvait bien dans les hautes sphères de l'État, le jeûne n'était pas observé, les mosquées souvent vides. Même si ces derniers mois on a noté des affluences records, la rumeur circulait que les «fidèles» s'y rendaient pour prier Dieu de les débarrasser de leur chef. Ils se retrouvaient aussitôt après dans les débits clandestins de boissons alcoolisées.

Dans bien d'autres pays on peut facilement noter ce phénomène. On courtise les pays arabes pour avoir un financement et on utilise les chefs religieux pour contenir les populations. Les lobbies islamiques ne se comptent même plus. Et pour se faire élire, les hommes politiques savent où mener leurs campagnes. Au moment de toutes les crises sociales, les chefs religieux sont appelés par les autorités. Telle est la situation dans bien des pays africains.

Idi Amin Dada, l'ancien chef d'État ougandais, avant de chuter bénéficiait d'un important concours arabe. Rejeté par la commu-

nauté internationale, combattu par ses opposants appuyés par l'armée de Tanzanie, ce bon musulman n'avait trouvé d'appui qu'auprès des capitales arabes. Les armes et les munitions ne lui manquaient pas et Kadhafi est même allé jusqu'à lui fournir des troupes. Il ne fallait pas laisser mourir un pays qui s'islamisait. Surtout que c'était des troupes d'animistes et de chrétiens qui le combattaient. Amin Dada, dans sa retraite saoudienne entretient toujours le rêve de reprendre le pouvoir.

Pétrodollars

Les crises énergétiques des années 70 ont propulsé les pays arabes exportateurs de l'or noir sur la scène internationale. Ils sont de nos jours courtisés aussi bien par les pays industrialisés que par les nations en voie de développement. Les dollars qu'ils ont pu tirer du fond de leurs puits sont la principale cause de cette émergence.

Ce sont ces mêmes dollars qui ont facilité la pénétration arabe en Afrique. Les premiers bénéficiaires de l'aide des nouveaux riches furent les pays où l'islam était la religion dominante: plus d'une dizaine, qui s'étendent, d'ouest en

est de l'océan Atlantique à l'océan Indien, et du Sahara jusqu'à la limite nord de l'équateur. Ces pays sont aujourd'hui encore les premiers bénéficiaires de l'enveloppe financière des bailleurs de fonds arabes.

Le marché financier international étant de plus en plus difficile à convaincre, les Arabes, qui jouent déjà d'importants rôles au sein du F.M.I. et de la Banque mondiale, investissent l'Afrique. Une Banque arabe pour le développement économique en Afrique est créée. Elle finance des projets agro-industriels, d'infrastructure, etc. À côté de cette institution, les différents fonds de développement des pays de l'OPAEP — Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole — interviennent sur le plan bilatéral pour aider les nations en difficulté.

Ainsi, beaucoup de mosquées et d'instituts islamiques ont été édifiés au cours de ces dernières années dans les différents pays d'Afrique, grâce aux capitaux arabes. À côté, on peut remarquer la réalisation de quelques centres sociaux, de quelques routes et d'unités agro-industrielles.

Les hommes politiques africains ont inscrit en lettres d'or les noms des capitales arabes sur leurs itinéraires de voyages. Il ne se passe pas un trimestre sans que l'un d'entre eux n'y fasse une visite de travail. Au chapitre des discussions, le dossier islamique est très élaboré. Il est celui qui peut attirer une oreille attentive du donneur arabe. Depuis plus de dix ans, le fait se consolide. À Riad, Bagdad, Bahrein, Koweït, Tripoli, etc., la réponse est bien souvent la même: au nom de la solidarité islamique et pour la construction de nations islamiques, nous vous promettons de vous venir en aide.

Percée réelle

En Afrique, ils n'étaient au début des années 60 que près de cent millions. De 200 millions qu'ils sont maintenant, combien de musulmans comptera le continent à la fin du siècle? Aussi, au début des années 60, on ne comptait aucune nation islamique en Afrique subsaharienne. La Mauritanie et le Soudan, récemment, ont donné le ton. D'autres pays pourraient emboîter le pas.

C'est en raison des difficultés

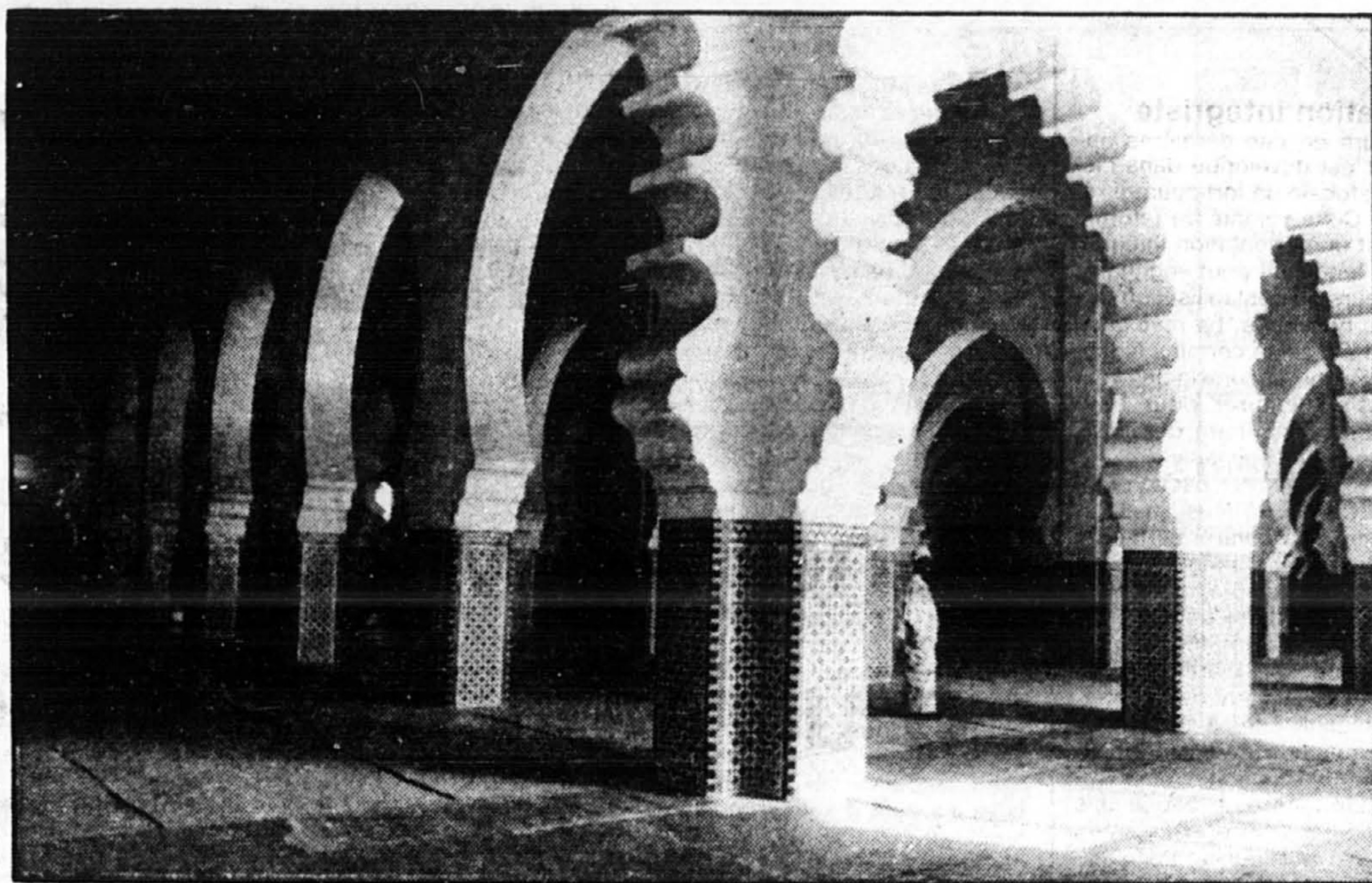


photo Antoinette Desilets, PLUS

Un allié puissant de Mahomet: l'islamo-dollar



Ibrahima Sory Baldé